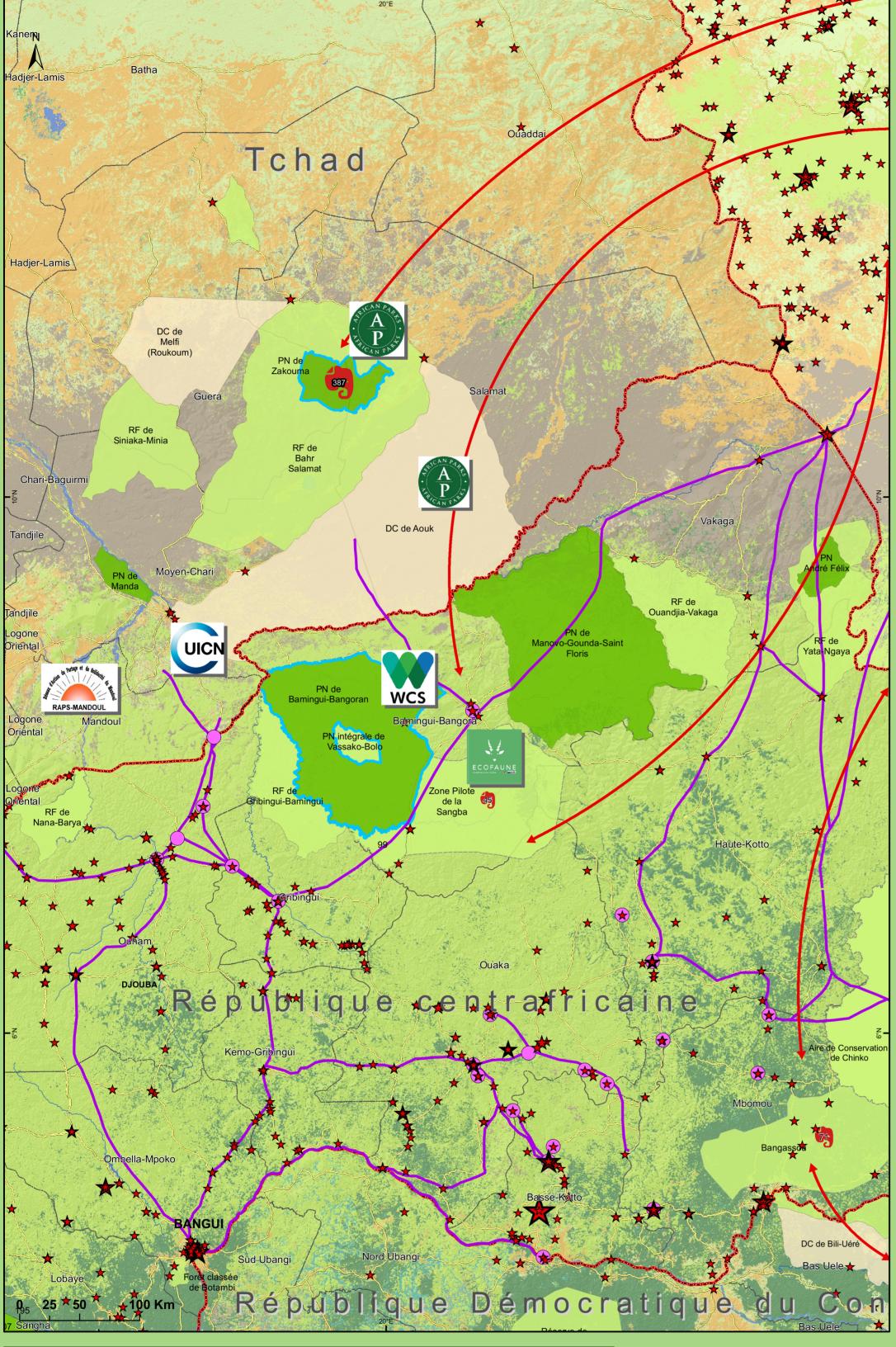
# Transhumance transfrontalière, conservation et sécurité en Afrique Centrale Enjeux de la République Centrafricain et du Tchad



#### Contexte et justifications

#### Une insécurité généralisée alimentée par l'exploitation illégale des ressources naturelles

L'insécurité généralisée dans ce bloc central caractérisée par la 3ème guerre civile en RCA déclenchée en 2013, et l'armement de ces conflits est alimenté par l'accès aux ressources dont la sous-région regorge. Tous les groupes armés opérant en République centrafricaine s'attaquent à un ou à plusieurs secteurs économiques (généralement). Une telle prédation est non seulement un facteur déterminant des mouvements et des activités d'un groupe armé, mais elle fournit également les moyens de subsistance essentiels à sa base (IPIS 2018).

Cette prédation armée en Afrique Centrale, et plus particulièrement dans l'Etat centrafricain, a poussé les acteurs économiques ordinaires à se militariser afin de protéger l'accès continu de chacun aux ressources nécessaires à leur subsistance et engendré une érosion des structures et relations communautaires.

La légitimité de l'État centrafricain à reconnaître et à protéger les revendications de toutes les parties prenantes (pas seulement les groupes armés mais les civils) est essentielle. Établir la confiance entre le citoyen et l'État est crucial dans ce contexte. De plus, comprendre la dynamique régionale pratique de la crise, en particulier les rôles du Tchad, du Cameroun et de la RDC, sera également essentiel pour gérer les facteurs structurels du conflit en assurant l'assistance cruciale de ces États pour mettre fin à la crise en Afrique centrale.

#### Impacts de l'insécurité sur la conservation de la faune

Le braconnage est aujourd'hui le fait de groupes non-étatiques lourdement armés, très équipés, prêts à tout pour vendre leur butin au plus offrant sur le marché mondial, alimenté par la flambée des prix et la demande de corne de rhinocéros et d'ivoire, principalement en Asie (Irina Bokova, UNESCO 2013).

Le caractère industriel et militarisé du braconnage contemporain dans ces zones savanicoles nécessite que les aires protégées soit doté d'un appareil de gestion disposant des moyens techniques et financiers suffisants pour riposter, comme c'est le cas au Parc National de Zakouma (voir figure ci-dessous) qui a vu le braconnage d'éléphants diminuer drastiquement gâce à une délégation de gestion à l'ONG African Parks et l'appui de partenaire financiers.

Cependant, la conservation de la biodiversité dans la sous-région doit s'appréhender également au-delà des frontières géographiques des aires

protégées, de manière participative, concertée, et intégrée dans un tissus intersectoriel. A plus large échelle, la réinstauration d'un Etat fort en RCA et la collaboration transfrontalière entre

tous les acteurs est nécessaire pour la sauvegarde des aires protégées du Bamingui-Bangoran cruciales dans leur rôle de transition entre le Sahel et les forêts humides de l'Afrique équatoriale.

lombre de carcasses illégales recensées à

#### Impacts de l'insécurité sur la transhumance

La 3ème guerre civile en RCA déclenchée en 2013 a rompu les accords locaux qui avaient été négociés entre agriculteurs et transhumants, tout en soulignant les impacts de 3 nouveaux facteurs de tension : les changements climatiques poussant les transhumances transfrontalières toujours plus loin vers le Sud, les déplacements de réfugiés aggravant les conflits d'usages des terres, et le néopastoralisme (notamment Tchadien et Soudanais) s'accompagnant souvent d'une protection militarisée des troupeaux parfois génératrice de conflits meurtriers et d'activités de braconnage.

#### Comment remédier à la situation ?

Il semble crucial de s'attaquer à l'insécurité dans la zone Nord et Est de la RCA en rétablissant un Etat fort et une collaboration transfrontalière à tous les niveaux, depuis les acteurs de terrain jusqu'aux représentant des Etats concernés et intégrant des mécanismes de dialogue intersectoriels à chaque échelon.

De manière pragmatique, il faut analyser et concentrer les efforts technicofinanciers de sécurisation des personnes, des troupeaux et de la faune sur des territoires (ou juridictions) structurés « entre » (corridors) et « autour » des aires protégées de savane (ilots d'intégrité) qui sont fonctionnelles et structurantes (donc qui échappent à l'abandon étatique d'une part et au « stop-and-go » des projets de bailleurs d'autre part), telles que Zakouma ici dès maintenant (gestion déjà déléguée) et Bili Uéré-Bamingui Bangoran prochainement.

#### **Transhumance**

- 1. Sécurisation foncière, juridique, et fiscale des éleveurs transhumants : préserver/restaurer et aménager les espaces dédiés à l'élevage (corridors et pâturages), instaurer une taxation et un système juridique juste et équitable, afin de rétablir ce système de production et économique séculaire.
- 2. Encadremant et sécurisation des corridors de transhumance : renforcer les contrôles transfrontaliers des groupes transhumants et escorter les troupeaux le long des corridors.

#### Gestion des aires protégées / Lutte anti-braconnage

- Identifier et mettre en place le(s) système(s) de gestion assurant la sécurisation des aires protégées et de leur faune, leur valorisation économique dans l'économie locale au travers de mesures bénéficiant aux communautés iveraines, et qui soit compatible avec les activités de transhumance alentours.
- 2. Renforcer les efforts de lutte anti-braconnage : dans les aires protégées de Zakouma et de Bamingui-Bangoran. Appuyer la formation et professionnalisation des éco-gardes, la mise à disposition de moyens matériels et financiers, et le développement d'une stratégie LAB transfrontalière.
- 3. Appuyer les efforts d'expulsion et d'éloignement des troupeaux en dehors des périmètres des aires protégées
- I. Sécuriser le territoire du Grand Zakouma en concevant de manière participative un plan d'affectation des terres qui soit compatibles avec les activités de transhumance transfrontalière environantes.
- 5. Promouvoir le tourisme dans les aires protégées fonctionnelles.

# Développement économique

- . Mettre en place des plans d'utilisation des terres de manière participative, en intégrant les représentants des acteurs concernés (éleveurs transhumants, administrations nationales et provinciales, représentants des communautés locales), et concertée entre les pays concernés.
- 2. Concevoir et mettre en oeuvre des plans de développement de l'élevage et de transition vers des élevages semi-intensifs. Etudier et proposer différentes options de modernisation/transformation de l'élevage pouvant bénéficier aux éleveurs et agriculteurs sédentaires.
- 3. Etablir et/ou renforcer les comités de gestion des conflits dans les zones de gouvernance locale.

### Collaboration transfrontalière et uivi des accords

1. Poursuivre et renforcer la mise en oeuvre des conventions pour le contrôle des armes légères et de petits calibres, de leurs munitions et de toutes pièces et composantes pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage.

2. Concevoir une approche de collaboration pour le contrôle de la transhumance transfrontalière. Faciliter le dialogue transfrontalier entre les autorités locales et traditionnelles de façon systématique.

naturelles accepté par tous les acteurs dans l'optique de mettre en œuvre des programmes conjoints de valorisation des AP et de leur zones périphériques comme maillon clé à la LAB dans les zones transfrontalière

3. Créer un cadre institutionnalisé de gestion concerté des ressources

4.Développer un mécanisme de collecte, d'échange d'informations, d'analyse et d'alerte intersectoriel et transfrontalier qui permette la prise de décision coordonnée à tous les échelons (depuis le terrain aux politiques régionales).

## Légende

Capitale

 Frontière internationale clé Route principale

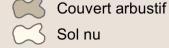
#### Occupation du sol

Terre cultivée

Zone herbacée / prairie

Couvert arboré dense

Couvert arboré ouvert





Eau

Végétation éparse Végétation aquatique



# Statut du site de conservation

Aire protégée Domaine de chasse

Aire protégée (en voie de classement/déclassement)

Aire protégée appuyée par un partenaire technique

## Conflits armés

Mouvements des groupes armés liés au braconnage

Incident armé entre 2013 et 2019 (morts)

## **Transhumance**

Datum: WGS 1984

Route/corridor de transhumance (2017) Principaux marchés de bétail (2017)

#### Braconnage (élephants)

Sources de données : OFAC, ACLED, HOTOSM, OCHA, IPIS, UCL

Carcasses illégales d'élephants (MIKE 2003-2017)

Système de coordonnées : géographique Réalisé par OFAC, janvier 2019 (contact : qjungers@observatoire-comifac.net). Avertissement : les noms et limites géographiques présentés ne sont en aucune manière l'expression d'une

opinion quelconque de la part de l'OFAC, la COMIFAC, l'UE ou des partenaires qui ont contribué à la réalisation de cette publication. Les aires protégées cartographiées ici ne représentent pas forcément la situation complète et précise des pays de l'espace COMIFAC.















